

**Séance ordinaire du  
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt juillet, les membres  
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont  
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

**Projet de Protocole de transaction pour les travaux de réfection de la Crèche Rue  
Boussinesq suite à des malfaçons en vue de son ouverture le 1er janvier 2018  
Approbation**

Par acte notarié en date du 22 octobre 2012, la Ville de Montpellier a acquis de la société Eiffage Immobilier Méditerranée par le biais d'une vente en l'état futur d'aménagement (VEFA), des lots situés dans l'opération dite « Villa Juliette », situés à l'angle des rues Amaryllis et Boussinesq à Montpellier, en vue de la création d'une crèche.

Ces lots consistent en des locaux bruts et en la jouissance exclusive et privative de jardins, cours et terrasses de locaux extérieurs situés en rez-de-chaussée.

En 2014, après deux tentatives de réception infructueuses compte tenu de nombreuses réserves émises par la Ville, la réception a pu finalement avoir lieu le 22 décembre, et le procès-verbal de réception établi, mais à l'exception de certaines prestations énumérées en annexe du PV qui ont fait l'objet de réserves.

Postérieurement, d'autres désordres étant constatés dans la cour, la Ville a adressé un courrier à la Société Eiffage Immobilier Méditerranée constituant une liste des interventions à réaliser.

Il s'est avéré que les travaux à réaliser nécessitant une expertise, la Ville de Montpellier a saisi en référé le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier aux fins de la voir désigner un expert.

Par une ordonnance en date du 20 octobre 2016, un expert a été désigné en la personne de Monsieur FLECHON.

Lors des premières réunions d'expertise sur le site, il est apparu que les désordres, consistant en de nombreuses fissures et déplacements de la dalle et des sols extérieurs des constructions provenaient de l'affaissement et l'effondrement partiels des remblais servant de support.

Ces travaux de terrassement et remblaiement avaient été confiés par la société Eiffage Immobilier Méditerranée à la société Eiffage Construction Languedoc Roussillon et cette dernière les a elle-même sous-traités à la société AXI.

Il est apparu au regard de cette chaîne d'intervention de plusieurs sociétés qu'une recherche en responsabilité de chacune d'entre elles reporterait nécessairement la résolution de ce litige et la reprise des travaux à une date lointaine et incertaine.

La société Eiffage Immobilier Méditerranée a donc proposé à la Ville de Montpellier de prendre en charge sans plus attendre, et sans rechercher la responsabilité des autres intervenants à l'acte de construire, l'ensemble des travaux de reprise des malfaçons et désordres constatés.

Cette proposition a été acceptée dans son principe au regard de l'urgence à réaliser les travaux nécessaires avant l'ouverture de la crèche le 1<sup>er</sup> janvier 2018 dès lors que les travaux à réaliser ont été validés dans ses notes aux parties par l'expert désigné.

Compte tenu de la programmation contrainte liée à l'ouverture de la crèche : mise en place des sols souples et jeux par les services de la Ville (6 semaines) et de la période préparatoire de mise à disposition des lieux au gestionnaire de la crèche, les travaux de reprise des malfaçons et désordres devront être achevés au plus tard début septembre 2017.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver sur ces bases, le principe d'une transaction avec la Société Eiffage Immobilier Méditerranée permettant de réaliser sans attendre les travaux préconisés par l'expert judiciaire dans ses premières notes aux parties, formalisée dans le protocole joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la transaction permettant de formaliser l'accord entre les parties.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 21 juillet 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole transactionnel du 3 juillet 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20170720-8564-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 25/07/17  
Réception en Préfecture : 25/07/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.